

Croissance.

Quels sont les principaux facteurs de croissance ?

- La population en âge de travailler (qui dépend de l'évolution démographique).
- La quantité de capital accumulée par habitant (qui dépend de l'investissement).
- La productivité (qui dépend du progrès technique, du capital humain de la population, de la quantité d'énergie utilisée et des investissements en R&D).
- Des institutions [et en particulier du droit commercial et du droit sur la propriété intellectuelle (Brevet, licence)].

Quelle relation peut-on établir entre la croissance et l'emploi ?

L'évolution de l'emploi dépend : positivement de l'évolution de la production, négativement de l'évolution de la productivité du travail et négativement de la durée légale du travail.

TV emploi = TV production - TV productivité - TV de la durée du travail.

Cette égalité (connue sous le nom d'égalité de **Fourastié**) est valable aussi bien à l'échelle d'une entreprise, qu'à l'échelle d'un secteur d'activité ou qu'à l'échelle d'un pays auquel cas

TV production = TV du PIB = taux de croissance.

Exemple : dans l'agriculture au cours du XX^{ème} siècle en France la production a augmenté, mais beaucoup moins que les gains de productivité en conséquence le nombre d'actifs occupés travaillant dans l'agriculture a baissé tandis que dans les services la production a augmenté beaucoup plus rapidement que la productivité en conséquence l'emploi a fortement augmenté.

Pourquoi les économistes utilisent-ils souvent le terme productivité « apparente » du travail ?

Parce que la productivité du travail dépend du capital utilisé ainsi un bucheron qui utilise une tronçonneuse aura une plus grande productivité que celui qui utilise une hache pas nécessairement parce qu'il travaille plus intensément mais parce qu'il utilise un outil plus performant.

Remarque : et pour utiliser du capital plus performant il faut généralement davantage de connaissances, autrement dit de capital humain, et d'énergie.

Quels sont les 4 usages possibles des gains de productivité ?

L'augmentation de la productivité peut être utilisée de quatre manières :

- pour produire plus (et ainsi contribuer à la croissance) si cette augmentation de la production satisfait une demande elle engendrera une hausse des revenus de ceux qui ont participé à la production (salariés, propriétaires de l'entreprise et indirectement l'Etat).
- pour réduire les prix (s'il y a de concurrence) et ainsi stimuler la consommation et l'investissement.
- pour réduire la quantité de travail nécessaire pour produire (licenciements).
- pour diminuer le temps de travail : ainsi lorsque l'Etat diminue la durée légale du travail il contraint les entreprises à utiliser leurs gains de productivité pour réduire la durée du travail.

Comment les innovations peuvent-elles favoriser la croissance ?

- D'après **Schumpeter** les **innovations majeures** peuvent être à l'origine des cycles de Kondratiev (aussi bien de la phase A que de la phase B).
- les innovations de produit peuvent stimuler la consommation ou l'investissement (si les innovations portent sur des biens destinés aux entreprises) donc la croissance.
- Les innovations de procédé peuvent augmenter la productivité donc éventuellement la croissance.

Quelle relation peut-on établir entre croissance et développement ?

- La croissance favorise le développement : en apportant aux individus une meilleure qualité de vie (alimentation, logement, soins) elle leur permet de vivre plus longtemps. Par ailleurs elle met à disposition des individus une multitude de biens et de services qui augmentent leurs libertés (moyens de transport, multitude de loisirs, augmentation de la variété des produits à dispositions). La croissance rend possible des innovations qui contribuent à l'augmentation de la productivité et en conséquence à la réduction du temps de travail (et à la hausse du temps de loisir et d'étude).

-Le développement favorise la croissance : l'amélioration des conditions de vie contribue à rendre les individus plus productifs (meilleure santé). La hausse du temps d'étude permet aux individus d'améliorer leur capital humain et d'être là encore plus productifs.

Comment expliquer les évolutions de la production à court terme ?

$PIB = C + I + (X-M)$, avec $C = C_m + C_{app}$, $I = FBCF + VS$ et $X-M$: le solde de la balance des transactions courantes.

En France C représente 80% du PIB (et C_m 55%). I est très fluctuant donc a, malgré son faible poids par rapport à C, un impact important sur les variations du PIB. Les prestations sociales versées aux ménages représentent 33% de leur revenu elles soutiennent donc fortement la consommation.

Comment interpréter un solde de la balance excédentaire ?

-Si $X > M$ cela peut signifier que la compétitivité (prix ou qualité) des entreprises installées sur le territoire est bonne.

-Mais cela peut vouloir dire aussi que la demande intérieure (C+I) est faible donc qu'il y a peu d'importations. Dans ce cas le solde excédentaire n'est pas un signe très positif. Cela veut dire aussi que si un pays connaît une croissance économique plus faible que ses principaux partenaires commerciaux sa balance des transactions courantes va s'améliorer.

Etat.

Comment peut-on considérer les impôts et les dépenses publiques ?

On peut considérer les dépenses publiques exactement comme une consommation obligatoire qui serait financée par des prélèvements obligatoires.

Comment l'Etat contribue-t-il à la croissance ?

Quand une entreprise produit elle profite d'une multitude d'éléments financés par l'Etat : l'éducation de ses salariés, la possibilité d'utiliser des infrastructures (routes, ports, districts industriels etc.), le respect du droit commerciale et de la propriété intellectuelle. L'Etat intervient aussi à travers ses politiques conjoncturelles afin de favoriser la croissance (et l'emploi). Le problème est que de nos jours les entreprises internationales peuvent procéder à de l'optimisation fiscale en payant les impôts là où le taux est le moins élevé. Ainsi elles peuvent profiter des infrastructures d'un territoire sans participer à leur financement.

De quoi dépendent les recettes fiscales de l'Etat ?

Les recettes fiscales de l'Etat (ce que rapportent les impôts) sont, grosso modo, proportionnelles aux revenus or c'est la croissance économique qui va déterminer l'évolution des revenus

($PIB = \Sigma$ revenus). Au final les recettes fiscales de l'Etat dépendent de l'évolution de la croissance économique.

De quoi dépendent les cotisations perçues par les organismes de la protection sociales ?

Chaque fois qu'un salarié est embauché il va verser une partie de son salaire sous forme de cotisations, son employeur aussi va verser des cotisations. Les cotisations versées vont donc dépendre à la fois du montant des salaires versés et du nombre de salaires versés c'est-à-dire de la masse salariale (Σ salaires et cotisations associées). **Attention** l'Etat et les organismes de protection sociale sont de entités distinctes dont le point commun est d'être financées par des prélèvements obligatoires).

Comment l'Etat finance-t-il son déficit ?

L'Etat finance son déficit en émettant des **obligations** sur les marchés financiers (des reconnaissances de dette qui donnent droit à versement d'intérêt). Au bout d'un certain temps (10 ans généralement) ces obligations doivent être remboursées et si l'Etat n'en a pas les moyens il devra émettre à nouveau des obligations avec un taux d'intérêt suffisamment élevé pour inciter les intervenants des marchés financiers à les acheter. Plus les intervenants ont un doute sur la capacité d'un Etat à trouver dans le futur des acheteurs pour sa dette plus ils exigeront un taux d'intérêt élevé.

C'est pour cela qu'en 2012 la Grèce ne pouvait plus se financer qu'à des taux d'intérêt très élevés et que la France et l'Allemagne qui bénéficiaient de taux d'intérêt relativement faibles ont emprunté « en leur nom » pour la Grèce.

Comment l'Etat peut-il favoriser la croissance à court terme ?

Par des politiques conjoncturelles de relance.

Politique de relance budgétaire : l'Etat augmente ses dépenses en passant commande aux entreprises (stimulation de I) et/ou en réduisant ses impôts et taxes (stimulation de I et C) ce qui risque d'engendrer une hausse de son endettement. Si la politique de relance fonctionne elle devrait engendrer de la croissance donc une hausse des revenus donc une hausse des recettes fiscales qui viendra compenser la hausse initiale de son endettement.

Problème : si la nation concernée est fortement ouverte sur l'extérieur la stimulation de la production portera sur des biens étrangers, ce problème peut être résorbé si l'on met en place une politique de relance simultanément dans des pays principaux partenaires économiques les un des autres. C'est ce que l'on appelle une politique de relance coordonnée.

Remarque : en cas de dépression (baisse du PIB) les recettes de l'Etat baissent si l'Etat choisi de ne pas baisser ses dépenses et de ne pas augmenter ses impôt et taxes afin de ne pas pénaliser l'économie sa dette va augmenter. Laisser filer la dette peut donc être vu comme une politique de relance minimale.

Politique monétaire : dans ce cas pour stimuler I et C l'Etat baisse les taux d'intérêt. Problème : de nos jours dans la zone Euro ce ne sont plus les Etats qui décident du niveau des taux d'intérêt mais la BCE qui est indépendante des Etats.

Comment l'Etat peut-il limiter l'inflation et son endettement à court terme ?

Pour limiter son endettement il peut mettre en place une politique budgétaire de rigueur (baisse des dépenses, hausse des impôts et taxes).

Pour limiter l'inflation l'Etat (ou plutôt la BCE) peut augmenter ses taux d'intérêt (politique monétaire de rigueur).

Une politique de dévaluation peut elle être efficace ?

Pour la plupart des pays Européens, pas vraiment. Une dévaluation consiste à provoquer une dépréciation de la monnaie nationale par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux (en particulier le dollar). L'idée sous jacente est qu'une dévaluation va stimuler la compétitivité prix des exportations et réduire la compétitivité prix des importations, donc améliorer le solde de la balance des transactions courantes et par conséquent favoriser la croissance. La réussite d'une telle politique repose donc sur l'élasticité des importations et des exportations par rapport au prix. Or en Europe il y a une faible élasticité des importations par rapport au prix (en particulier pour le pétrole et d'autres matières premières). Au final la dévaluation se traduit par une hausse du prix des importations donc des coûts de production des entreprises donc par une dégradation de leur compétitivité prix qui vient compenser l'amélioration initiale.

Qu'est ce qu'un bien collectif ?

Un bien collectif est un bien qui a deux propriétés particulières 1/ il est non rival : l'utilisation de ce bien par des personnes supplémentaires ne dégrade pas l'usage que les autres en ont. 2/ Il est non exclusif: on ne peut pas techniquement empêcher quelqu'un d'utiliser ce bien. Exemples de biens collectifs : un feu d'artifice, une émission de radio, des connaissances scientifiques, une idée d'innovation.

Remarque: dans le cas de l'émission de radio ce que vend la station ce n'est pas une émission mais une audience qui, elle, est rivale (si une augmente ses part de marché c'est forcément qu'une autre station a perdu des parts).

Comment l'Etat peut-il favoriser la production de biens collectifs ?

Du fait de la non exclusion les biens collectifs ne peuvent pas être produits par des entreprises comme les autres biens. L'Etat doit donc intervenir Et il peut le faire de deux manières 1/ soit il produit lui-même les biens collectifs financés par les impôts 2/ soit, dans le cas des innovations, il les rend exclusives par un système de brevet qui donne un monopole temporaire à l'entreprise innovante. C'est effectivement ce que l'on observe dans le cas des innovations : soit elles sont mise au point par des entreprises et un brevet assure la rentabilisation des dépenses de recherche et développement, soit dans le cas de la recherche fondamentale, ces innovations sont produites par l'Etat au sein des universités.

Marchés financiers.

Quels sont les intervenants des marchés financiers ?

Il y a les **assurances** et les **banques** qui utilisent la monnaie que leur confient leurs clients pour acheter des titres.

Les investisseurs institutionnels : dont la seule et unique fonction est de faire fructifier la monnaie que leur confient les ménages. Et parmi eux les **fonds de pensions** (surtout aux USA) qui achètent des titres afin de faire fructifier la monnaie que leur confient les ménages en vue de leur retraite.

Les entreprises qui émettent des titres afin de se financer et qui (moins souvent) achètent des titres lorsque les placements financiers rapportent plus que l'investissement productif, ou pour réaliser des IDE.

Les Etats qui vendent des obligations afin de financer leurs dettes. Et enfin quelques **ménages** boursicoteurs.

De quoi dépend la rentabilité des placements financiers ?

Ce sont principalement les entreprises qui vont vendre des titres sur les marchés financiers et secondairement les Etats. Ce que vont rapporter les titres va donc dépendre des profits des entreprises et de la capacité des Etats à payer les intérêts donc de leur recettes fiscales. Donc au final la rentabilité des marchés financiers va dépendre de la croissance économique en effet les profits dépendent de la croissance :

($PIB = \Sigma \text{revenus} = \text{salaires} + \text{impôts} + \text{EBE}$) et la capacité des Etats à payer les intérêts de la dette aux recettes fiscales qui elles aussi dépendent des revenus donc de la croissance ($PIB = \Sigma \text{revenus}$).

C'est quoi la liquidité ?

La liquidité est la capacité d'un bien ou d'un titre à être rapidement transformée en monnaie. La liquidité dépend donc de l'Offre et de la Demande. Actuellement une action Apple est liquide car il y a beaucoup d'intervenants des marchés financiers prêts à acheter ces actions. Par contre si d'ici quelques années les intervenants des marchés financiers pensent que cette entreprise est sur le point de faire faillite ses titres seront nettement moins liquides car plus personne ne voudra en acheter.

Les entreprises ont-elle toujours intérêt à privilégier les placements productifs par rapport aux placements financiers ?

Pas nécessairement, si certains placements financiers ont une rentabilité supérieure à la rentabilité anticipée des investissements productif les entreprises préféreront acheter des titres, d'autant plus que ces titres peuvent s'avérer plus liquides qu'une machine très spécialisée. D'où la fameuse phrase de James Tobin...

Monnaie/inflation.

Quelles sont les principales causes de l'inflation ?

- La hausse des coûts de production (= un choc d'offre négatif) qui peut par exemple être lié à la hausse brutale du prix d'une matière première ou d'une énergie utilisée par la presque totalité des entreprises.

-Une hausse de la demande à laquelle les entreprises ne peuvent pas immédiatement faire face en augmentant leur production. Ce qui explique que dans les pays où la croissance est forte on observe généralement un niveau d'inflation élevé. Cette hausse de la demande peut être liée à des taux d'intérêt bas (ce qui stimule C_m et I). C'est pour cela que lorsqu'il y a un risque de fore inflation la BCE augmente ses taux d'intérêt directeurs.

Comment expliquer les spirales inflationnistes ?

Les spirales inflationnistes correspondent à des situations où les prix et les revenus augmentent rapidement. En fait cela correspond à une situation où ni les entreprises ni les ménages ne veulent subir les conséquences d'une augmentation des prix.

Par exemple suite au premier choc pétrolier les entreprises ont augmenté leurs prix pour conserver leurs profits mais les ménages n'ont pas voulu subir de baisse de leur pouvoir d'achat ils ont donc revendiqué des augmentations de salaires qui se sont traduites par des augmentations du coût de production des entreprises qui pour compenser ont augmenté à nouveau leurs prix etc.

Quels est l'objectif de la BCE ?

La BCE à un double objectif : 1/ limiter l'inflation, 2/ éviter des fluctuations trop fortes du cours de l'Euro. Contrairement à la Fed (= Fédéral Reserve : la banque centrale des USA) elle n'a pas pour objectif de favoriser la croissance économique. Pendant longtemps il a été reproché à la BCE de pratiquer des taux trop hauts pénalisant la croissance alors que l'inflation était faible.

Qui crée la monnaie ?

Ce sont principalement les banques commerciales qui créent de la monnaie en accordant des crédits aux ménages et aux entreprises. En accordant des crédits aux ménages et aux entreprises les banques mettent à la disposition de leur client de la monnaie qui ne provient de nulle part. Cette monnaie sera détruite au cours des remboursements des crédits.

Qui contrôle la création monétaire ?

C'est la BCE qui contrôle la création monétaire. La création monétaire des banques commerciales induit chez elles un besoin de refinancement. Pour se refinancer les banques commerciales empruntent à la BCE. Les taux d'intérêts pratiqués par la BCE seront répercutés sur les taux que les banques commerciales vont proposer à leurs clients. Ainsi via ses taux d'intérêt directeurs la BCE peut influencer le niveau des taux d'intérêt que les banques commerciales vont proposer à leur clients donc le volume des crédits accordés donc la création monétaire.

Pourquoi la BCE contrôle-t-elle la création monétaire ?

Parce qu'elle craint qu'une création monétaire excessive (supérieure au taux de croissance anticipé de l'économie) engendre de l'inflation.

Comment savoir si les entreprises vont répondre à une hausse de la demande par une hausse des prix ou par une hausse de la production ?

On considère que généralement les entreprises préfèrent faire face à une hausse de la Demande par une hausse de la production plutôt que par une hausse des prix. Elles n'augmenteront donc leurs prix que si elles n'ont plus de capacité de production excédentaires. D'où l'utilité **du taux d'utilisation des capacités productives**, en France depuis 1976 est en moyenne de 85.5% et dépasse rarement 89%, cela veut dire qu'en moyenne les entreprises utilisent 85.5% de leurs capacités de production et qu'au voisinage de 89% elles commenceront à répondre à une hausse de la demande par une hausse de leurs prix.

Quelques chiffres.

PIB de la France en 2011: **1996 milliards d'Euros.**

Soit environ 30 700 euros par habitants.

Taux de croissance du PIB en 2011 : **1.7%**

-0.1% en 2008 -3.1 % en 2009. TCAM 1.4% depuis 2000.

Population Française fin 2011: **65.3 millions**

Actifs occupés : **26.8 millions**

Ce qui veut dire que 41% [26.8/65.3]de la population française produit de la richesse pour eux-mêmes et le reste de la population.

Dette de l'Etat en % du PIB en 2011: **86%**

Celle des ménages 56 % et celle des sociétés non financières 66%.

Taux de chômage en 2011: **9.2%**

3% en moyenne au cours des Trente Glorieuse. Toujours supérieure à 8.5% depuis 2000. 22% pour les 15-24 ans en 2011.

Gains de productivité : **TCAM +1.7% depuis 1990**

Cela veut dire qu'une croissance économique annuel inférieure à 1.7% ne contribuera pas à elle seule à créer des emplois.

SMIC net : **1118 Euros/mois**

RSA pour une personne seule : **474 Euros/mois**

Emissions de CO₂ par tête en tonne en 2009 : **5.8**

La limite acceptable pour ne pas entraîner de perturbations graves du système climatique est de seulement 2 tonnes de CO₂/hab/an.

Ethiopie : 0.1 tonne. USA : 17 tonnes. Qatar : 44 tonnes !

Développement durable.

Quels sont les pays riches qui ont actuellement atteint un réel mode de développement durable de nos jours ?

Aucun ! Le développement durable est une sorte d'idéal à atteindre que pour l'instant aucun pays riche n'a atteint. Et en ne se basant que sur les émissions de CO2 par habitant la plupart des pays riches en sont actuellement très loin.

Les pays riches sont les mieux à même de se rapprocher d'un développement durable ?

Certains économistes suggèrent que les pays riches sont les mieux à même de s'approcher d'un mode de développement durable car, compte tenu de leur développement, ils ont la technologie qui le leur permettrait.

Cette idée, si l'on se base sur le critère de la consommation énergétique, est totalement contredite par les faits. Plus un pays est riche (PIB/hab) plus sa consommation énergétique par habitant est forte. Le bilan des pays riches s'aggrave si l'on tient compte de la consommation énergétique des productions réalisées dans les pays à bas salaire par des entreprises délocalisées des pays riches (quand Renault produit des voitures dans les pays de l'Est pour les revendre en France par exemple).

Par ailleurs l'amélioration de l'efficacité énergétique de certains produits consommés par les ménages des pays riches n'engendre pas nécessairement une baisse de la consommation énergétique (effet rebond).

Qu'est ce que le bilan écologique global ?

Il représente la quantité de polluant et d'énergie nécessaire pour produire un bien ou un service ainsi que la quantité d'énergie utilisée. Cela permet de voir que certaines innovations qui semblent aller dans le sens du développement durable ne sont en fait pas réellement meilleures que les anciens produits. Ainsi le bilan écologique global d'une voiture électrique n'est guère meilleur que celui d'une voiture classique en particulier parce que l'électricité utilisée doit être produite (par du pétrole, du charbon ou de l'uranium eux-mêmes importés).

Qu'appelle-t-on empreinte écologique (global footprint) ?

Cela correspond à la quantité de ressources naturelles nécessaires pour produire. On peut la mesurer pour un pays, un ménage ou un produit particulier. La quantité de ressources nécessaires est mesurée en hectares globaux (hag). Compte tenu de la population mondiale les ressources disponibles par habitant s'élèvent actuellement à 1.8 hag, mais l'utilisation des ressources s'élève à 2.7 hag (la différence s'explique principalement par les émissions actuelles de CO2 bien supérieures à ce que peut absorber la planète).

D'un point de vue économique comment considérer la pollution ?

D'abord la pollution est une production, inutile voire néfaste mais une production. La pollution peut être considérée comme une externalité négative c'est-à-dire une conséquence négative d'une activité de production ou de consommation dont personne n'assume financièrement (ne paye) directement les conséquences.

Comment les Etats peuvent-ils remédier à une externalité négative comme la pollution ?

La théorie économique considère que face à une externalité l'Etat peut recourir à trois outils : la taxe (par exemple sur les entreprises polluantes), la réglementation (visant à

simplement interdire ou limiter les activités polluantes), ou le marché (ex : marché du CO2 en Europe).

Que signifie soutenabilité faible ?

La soutenabilité faible correspond à la position théorique de certains économistes qui considèrent que se rapprocher d'un mode de développement durable sera relativement facile. Voici leur raisonnement :

A/ Le niveau de bien être des individus dépend de la quantité de biens dont ils peuvent disposer.

B/ Cette quantité de bien dépend elle-même d'une certaine quantité de facteurs de production (qui prennent la forme de 4 capitaux).

C/ Les biens produits n'ont plus à l'être.

D/ La régulation par le marché (autrement dit le jeu de l'offre et de la demande) assure la substitution d'une forme de capital en une autre afin d'assurer un même niveau de production donc de bien être.

Ces économistes sont parfois qualifiés d'optimistes car ils ont une foi énorme dans la capacité du progrès technique à résoudre les problèmes (pénurie, pollution).

Que signifie soutenabilité forte ?

Pour les économistes qui, d'un point de vue théorique, se placent du côté de la soutenabilité forte, se rapprocher d'un mode de développement durable ne sera pas chose facile, en particulier parce que certains facteurs de production semblent irremplaçables (eau, pétrole) et ensuite parce qu'ils ne pensent pas que le progrès technique permet de résoudre tous les problèmes (de nos jours on ne sait toujours pas quoi faire des déchets nucléaires).

Comment situer la notion de développement durable par rapport à la notion de développement ?

La notion de développement durable correspond à un cas particulier du développement autrement dit le développement durable correspond à une extension des libertés réelles qui est réalisable de générations en générations.

Quelle conclusion tirer de l'égalité de Kaya ?

L'égalité de Kaya met en relation les émissions de CO2 avec la croissance économique, l'évolution de la population, et des éléments liés au progrès technique. De cette égalité on peut déduire que pour un taux de croissance économique mondiale de 2% et compte tenu de l'évolution de la population mondiale si l'on veut diviser par trois les émissions de CO2 dans l'atmosphère d'ici 2050 afin d'éviter une grave perturbation du climat il faut que le progrès technique évolue au cours des 37 prochaines années 5.7 fois plus rapidement qu'il ne l'a fait au cours des 35 dernières ! Et qu'en plus ce progrès technique soit diffusé dans l'ensemble du monde, c'est-à-dire accessible aux pays les plus pauvres.

Quels sont les 3 problèmes écologiques auxquels sont confrontées les différentes nations ?

1/ La pollution : on peut donner deux exemples : les émissions de gaz à effet de serre (par exemple le CO2 ou le méthane) qui risquent d'engendrer de fortes perturbations du climat ou les émissions de CFC (chlorofluocarbure) qui détruisent la couche d'ozone.

2/ L'épuisement de ressources naturelles non renouvelables (par exemple le pétrole, ou les terres rares).

3/ la réduction de la biodiversité (mono culture qui accroît la vulnérabilité des plantes cultivées, disparition des abeilles qui pollinisent beaucoup de plantes cultivées)

Quels sont les problèmes liés aux biens communs ?

Les biens communs sont rivaux mais non exclusifs en conséquence ils peuvent être rapidement épuisés. Cette situation des biens commun est fréquente dans le cas des ressources naturelles (ressources halieutiques, eau douce par exemples). Les solutions à ce problème sont de deux ordres : soit réintroduire une exclusivité par la mise en place de droit de propriété, soit par la mise en place de règles décidées et respectées par la multitude des utilisateurs. La deuxième modalité est plus facile à mettre en œuvre dans le cas de petits groupes d'utilisateurs.

Bien-être.

Peut-on donner une définition du bien être ?

Certains économistes (ceux qui défendent l'idée de soutenabilité faible) associent le bien être à la quantité de bien et services dont peuvent disposer les individus.

C'est pour le moins une vision matérialiste du bien-être.

De toutes les notions économiques, celle qui donne l'approche la plus pertinente du bien-être est celle de développement (celle d'Amartya Sen : hausse des libertés réelles dont peuvent jouir les individus). Pensez-y si vous avez un sujet sur le bien-être au bac !

S'il est difficile de définir le bien-être c'est sans doute parce que cette notion à une forte dimension culturelle : elle varie fortement d'une société à une autre, d'une époque à une autre.

La production des entreprises contribue-t-elle à notre bien-être ?

Pour John Kenneth Galbraith il y a *la filière classique* : c'est l'idée selon laquelle les individus ont des besoins, les entreprises vont les identifier et tenter de les satisfaire. Par exemple les entreprises vont produire des verres correcteurs pour aider les gens qui ont une vue imparfaite à mieux voir. Dans ce cas on peut effectivement penser que la production des entreprises contribue au bien-être.

Mais, J K Galbraith, évoque aussi *la filière inversée*, dans ce cas les entreprises créent des besoins (publicité, marketing) pour réaliser des profits. Par exemple on peut difficilement croire qu'aux Etats-Unis les enfants avaient besoin de devenir obèse et que les entreprises ce sont empressées de satisfaire ce besoin d'obésité. Difficile de voir un lien entre production et bien-être dans ce cas.

D'une production à une autre la réalité se situe entre ces deux pôles.

Le PIB ou l'IDH sont-ils des bons indicateurs de bien être ?

Dans une certaine mesure le PIB rend compte d'une production qui satisfait des besoins mais :

1/ Il a été vu plus haut que certaines productions n'ont pas pour but de satisfaire un besoin réel (filière inversée).

2/ La production (donc le niveau du PIB) engendre des pollutions qui nuisent au bien être.

3/ Certaines productions qui contribuent au PIB ont moins pour but d'améliorer le bien être, que de restaurer un état antérieur de bien être dégradé par la production elle-même (dépollution des eaux, soins des allergies et des troubles pulmonaires liés à la pollution etc.)

4/ Certaines productions, par leur nature même contribuent, assez peu au bien être (par exemple les armes qui constituent une part importante des exportations de la France).

5/ Une augmentation du PIB peu traduire non pas une augmentation de la production mais le simple passage d'une production de la sphère non marchande à la sphère marchande (par exemple avec l'arrivée des femmes sur le marché du travail à partir des années 1960, certaines productions non marchandes réalisées par les femmes dans la sphère domestique : s'occuper des enfants préparer de bons

petits plats, sont devenues des productions marchandes : garderies, plats cuisinés achetés en super marchés).

6/ Ni le PIB/hab ni l'IDH ne tiennent compte des inégalités ou des libertés politiques et encore moins du stress, du chômage, de la sécurité, etc.

7/ Lorsque l'on interroge des individus sur leur bien être ou leur satisfaction, la proportion d'individus satisfaits augmente avec le PIB/hab jusqu'à un certain seuil. Au delà de ce seuil, l'augmentation du PIB/hab ne semble plus avoir d'effet sur la proportion d'individus satisfaits.

Bref, l'IDH comme le PIB ne peuvent être considérés que comme des indicateurs grossiers du bien être.

Certains sociologues ont mis au point des indicateurs de bien-être pour les sociétés modernes, un des plus connus est l'ISS (Indice de Santé Sociale).

Commerce international.

Comment mesurer l'insertion des pays dans le commerce international ?

Grace au taux d'ouverture $[(X+M)/(2 \times \text{PIB})]$.

Pourquoi les pays ont-ils besoin d'importer ?

1/ Pour se procurer des produits dont ils ne disposent pas (pétrole pour la France). Les importations de produits sont donc une condition nécessaire pour que les entreprises situées sur le territoire français puissent produire elles mêmes.

2/ Pour se procurer des produits qui utilisent une technologie qu'ils ne maîtrisent pas (en particulier pour les pays en voie de développement).

3/ pour se procurer un bien produit sur le territoire national mais en quantité insuffisante (par exemples les produits bio pour la France).

4/Pour se procurer des produits à un prix plus faible que le prix pratiqué sur le territoire national.

5/ Les importations permettent un transfert technologiques.

Que dit le théorème des avantages comparatifs (Ricardo) ?

Ricardo montre que le plus souvent les pays ont plus intérêt à se spécialiser dans quelques productions et à échanger une partie de ces productions pour obtenir d'autres biens que d'essayer de produire tous les biens.

La Division Internationale du Travail (le fait que les pays ont tendance à se spécialiser dans certaines productions) est une illustration du théorème des avantages comparatifs.

Quelle est la conclusion du modèle HOS ?

1/ les facteurs rares sont chers. 2/ Les productions utilisant les facteurs rares seront coûteuses alors que les productions utilisant les facteurs abondants seront peu coûteuses. Les pays ont donc intérêt à se spécialiser dans la production du facteur relativement le plus abondant sur leur territoire.

Que veut dire « dégradation des termes de l'échange ? »

Les termes de l'échange correspondent au prix des exportations rapporté aux prix des importations. Une dégradation des termes de l'échange signifie qu'un pays doit exporter plus pour financer une même quantité d'importations.

Quel est l'effet du commerce international sur l'emploi ?

Généralement lorsque l'on évoque cette question on pense tout de suite aux délocalisations. Si les délocalisations se traduisent par des pertes locales d'emplois importantes en particulier pour des travailleurs peu qualifiés. Globalement leurs effets sur l'emploi sont bien moins forts que les gains de productivité qui eux détruisent beaucoup d'emploi. De plus selon certains économistes les délocalisations permettraient d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs français, cette augmentation du pouvoir d'achat se porterait surtout sur des services. Or les services ont une moindre productivité du travail que l'industrie et au final les emplois créés dans les services compenseraient largement les emplois détruits dans l'industrie du fait des délocalisations. D'autres économistes considèrent que les délocalisations et la concurrence des pays à bas salaires peuvent devenir une menace qui induirait une pression à la baisse des salaires donc une baisse de la demande des ménages donc un ralentissement de la production et de la croissance donc, d'après la relation de Fourastié, de l'emploi.

Comment le commerce international peut-il favoriser la croissance ?

Le commerce international favorise la croissance déjà parce qu'il rend certaines productions possibles grâce aux importations de produits qui sont des consommations intermédiaires des entreprises situées sur le territoire national. Comme $\text{PIB} = C + I + (X - M)$ un solde excédentaire de la balance des transactions courantes $(X - M) > 0$ engendre mécaniquement de la croissance. Enfin le commerce international assure des débouchés aux entreprises situées sur le territoire national et dont une part importante de la production est exportée, le commerce international permet à ces entreprises de profiter de la croissance d'autres pays. Tous ces éléments qui favorisent la croissance contribuent indirectement à favoriser l'emploi.

Comment le commerce international peut-il favoriser le développement ?

De nombreux pays asiatiques (comme par exemple la Corée du Sud) ont fait reposer leur développement sur leurs exportations. C'est la **stratégie de remontée de filière** qui peut être résumée ainsi : 1/ dans un premier temps ces pays dont la demande intérieure est faible vont profiter de la demande des pays riches et de leurs bas salaires pour exporter des produits à bas prix nécessitant peu de savoir faire technologique vers ces pays. 2/ Les profits tirés de ces exportations seront réinvestis dans des productions à plus haute valeur (intégrant davantage de savoir faire technologique) et rapportant d'avantage de richesse et ainsi de suite jusqu'à ce que le pays concerné aient atteint un niveau technologique et de richesse par habitant comparable à celui des pays riches. Cette stratégie suppose une forte intervention de l'Etat : pour soutenir les industries naissantes (subventions) pour éduquer la population, pour que le partage des richesses tirées de l'exportation profite aussi aux salariés afin d'alimenter une demande intérieure.

Quelles formes peuvent prendre les IDE ?

Les IDE peuvent prendre trois formes :

La création d'une unité de production à l'étranger (**investissement greenfield**).

Le rachat d'une unité de production déjà existante à l'étranger.

La **participation au capital d'une entreprise étrangère** (achat d'au moins 10% des actions de l'entreprise étrangère, en dessous de ce seuil on considère que ce n'est qu'un investissement de portefeuille, c'est-à-dire un achat de titre qui ne traduit qu'une volonté de placement sans aucun contrôle sur l'entreprise).

Quelles sont les raisons des IDE ?

3 raisons :

Accéder à une ressource non disponible dans le pays à l'origine de l'IDE (pétrole, uranium).

Profiter d'un facteur de production spécifique (bas salaires, salariés particulièrement qualifiés dans un domaine, etc.)

Profiter d'un marché spécifique (demande en forte croissance).

Les entreprises des pays riches ont-elles toujours intérêt à délocaliser ?

Non, car la production peut nécessiter un haut niveau de capital humain.

Non, parce que les infrastructures dans les pays à bas salaires ne sont pas toujours de qualité.

Non parce que dans ces pays à bas salaires le climat politique est parfois très instable.

Non enfin parce qu'il faut comparer le niveau des salaires au niveau de la productivité du travail (ainsi un salarié Français qui coûte **10 fois plus cher** à son entreprise peut être plus intéressant qu'un salarié des pays à bas salaires si son capital

humain lui permet d'utiliser du capital qui au final lui permet de produire **20 fois plus** que le salarié du pays à bas salaire).

Quelles sont les différentes formes de protectionnismes ?

- Les droits de douane.
- Les subventions.
- Les quotas.
- Le protectionnisme non tarifaire.

Quels sont les effets négatifs du protectionnisme.

Le protectionnisme se fait généralement au profit d'une minorité et au détriment d'une majorité.
Il peut entraîner des mesures de représailles.
Il nuit à la diffusion des innovations.

Quels sont les effets négatifs du libre échange ?

Il introduit des inégalités entre les salariés « gagnants » (travaillant dans des domaines à l'abri de la concurrence internationale et profitant des avantages du libre échange) et les perdants (victimes de délocalisation, ou de pression à la baisse sur les salaires, dans des domaines exposés à la concurrence internationale).

Les Etats pour attirer les IDE (donc l'emploi) sont tentés par le moins disant social et fiscal (= dumping social et fiscal). Or si tous les pays pratiquent ce dumping aucun n'en tire d'avantages et les recettes fiscales et les cotisations sociales baissent.

Il contribue fortement aux émissions de CO2 puisqu'il repose en grande partie sur des transports actuellement très bon marché.

Il contribue à diffuser le mode de vie occidental très consommateur en énergie.

Qu'est ce que le protectionnisme éducatif ?

C'est une forme de protectionnisme temporaire qui doit permettre aux entreprises naissantes d'atteindre un niveau de compétitivité leur permettant d'affronter la concurrence internationale.

Financement de l'économie mondiale.

Quels sont les éléments qui vont influencer l'évolution du cours d'une monnaie.

Le cours d'une monnaie est son prix exprimé dans une monnaie étrangère. Le cours de cette monnaie va donc, comme n'importe quel prix, être influencé par le jeu de l'offre et de la demande. Les exportations et les importations de biens et services jouent sur l'offre et la demande d'une monnaie tout comme les « exportations de titres » et les « importations de titres ».

Quelles sont les conséquences d'une appréciation de la monnaie ?

Une appréciation signifie que le prix d'une monnaie exprimé en devises augmente.

Cela renchérit donc le prix des exportations exprimé en devises, les entreprises exportatrices peuvent soit choisir de compenser cela par une baisse de leurs prix donc par une baisse de leur profit soit accepter une baisse de la demande de leur produits.

Par contre une appréciation de la monnaie engendre une baisse du prix des exportations.

L'effet final sur la balance des transactions courantes va dépendre de la plus ou moins grande sensibilité de la demande des exportations et des importations aux variations de prix, donc de l'élasticité prix de la demande des importations et des exportations.

Dans le cas d'une dépréciation le raisonnement est exactement inverse.